

Le projet de loi Macron :

C'est moins de droits,

Pour ceux qui en avaient déjà peu !

La France compte déjà 10 millions de pauvres et plus de 3,5 millions de chômeurs. Aucun d'eux n'a choisi de vivre dans la précarité et la pauvreté. Le projet de loi Macron va plonger une grande partie des français dans l'insécurité sociale.

Le projet de loi Macron, c'est moins de protection face au licenciement !

Simplification des licenciements

- En clair, pouvoir choisir de licencier qui on veut, où on veut sans justification

Réforme de l'Inspection du Travail :

- les sanctions pénales sont remplacées par de simples amendes
- des élus représentants du personnel moins protégés

Réforme de la médecine du travail :

- Licencier plus et plus vite pour inaptitude au travail.
- Des avis rendus par des « collaborateurs médecins » au lieu des médecins du travail

La casse des conseils des prud'hommes :

- Remplacement des juges prud'hommes élus par des juges professionnels. En somme une justice expéditive et forfaitaire au service des patrons



La loi Macron, ce sont des conditions de vie toujours plus difficiles :

La généralisation du travail du dimanche et de nuit :

- Le travail du dimanche c'est bon pour les pauvres : le volontariat n'existe pas. 70 % des salariés de la grande distribution sont des femmes, dont 50 % des familles monoparentales vivant avec moins de 1 000 euros par mois

Avec la libéralisation du transport de voyageurs en bus

- C'est l'explosion assurée des tarifs, comme pour les autoroutes.
- C'est la double peine pour les pauvres ; on doit s'éloigner de son travail pour pouvoir se loger, et on n'a pas les moyens de se déplacer... pour aller travailler !

C'est de conditions de vie et de revenus décentes dont le pays a besoin de toute urgence.

La France et ses entreprises sont suffisamment riches pour les financer.

Pour sortir de la crise, il faut :

- Augmenter les salaires les retraites et les minima sociaux
- Contrôler les aides publiques aux entreprises
- Imposer des alternatives viables aux licenciements
- Réformer la fiscalité en profondeur pour une juste redistribution des richesses

La crise, c'est eux,

Nous n'acceptons pas de la payer !

RÉPARTIR
AUTREMENT,
ÇA C'EST
CAPITAL